

UDC 930.85 (4—12)

YU ISSN 0350—7653

ACADEMIE SERBE DES SCIENCES ET DES ARTS

COMITE INTERACADEMIQUE DE BALKANOLOGIE
DU CONSEIL DES ACADEMIES DES SCIENCES ET DES ARTS
DE LA R.S.F.Y.
INSTITUT DES ETUDES BALKANIQUES

BALCANICA

ANNUAIRE DE L'INSTITUT DES ETUDES BALKANIQUES

XVIII—XIX



BELGRADE
1987—1988

BALCANICA XVIII—XIX, Београд 1987—1988, 9—453.



Miodrag MILIN
Université de Timișoara
Timișoara

ENTRE LES SPHÈRES D'INTÉRÊT ET LES ASPIRATIONS NATIONALES: LA ROUMANIE ET LA SERBIE À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE (1878—1885)

Le rétablissement de l'après-guerre

La tendance de rasseoir les relations roumano-serbes sur les bases traditionnelles de stabilité, dans une atmosphère de dialogue et de coopération, se fait jour dès le début de la réorganisation territoriale — politique et juridique consacrée à Berlin durant l'été 1878.

Les sacrifices auxquels ont dû consentir les deux jeunes États indépendants (le sud de la Bessarabie et, respectivement, l'idée slave en Bosnie et Herzégovine) étaient des plaies vives dans le corps et l'idéal national; cependant les vainqueurs témoignent de leur disposition pour le dialogue et les félicitations réciproques.

Le 10 mai 1878 (fête dynastique roumaine) l'agent de la Serbie Milan A. Petronijević s'est rendu à Pitești pour remettre personnellement au chef de l'État roumain les insignes de l'ordre dynastique «Takovo» des Obrenović, comme expression des sentiments fraternels et de la sympathie envers les grands progrès de la Roumanie. L'agent a pris également part au déjeuner de gala pendant lequel le prince portait «L'Étoile de Takovo»; on y a porté un toast à l'accomplissement des aspirations nationales et d'indépendance de la Serbie. Le cortège s'est rendu ensuite à Curtea de Argeș — occasion de remémorer les anciennes traditions de la concorde roumano — serbe, par l'évocation du voïvode Neagoe Basarab et de la princesse serbe Despina. De retour dans la capitale, les artisans de l'indépendance roumaine,

Mihail Kogălniceanu et Ion C. Brătianu ont bénéficié de la même distinction.¹

Au début de l'année 1878 on discutait au Parlement de la Roumanie le projet de la loi sur la réorganisation des agences diplomatiques conformément à l'idée que la dénomination des représentations roumaines à l'étranger devait refléter aussi la proclamation de l'indépendance.² Des renseignements sur le changement de la qualité des agents diplomatiques dans les métropoles européennes en celle d'envoyés extraordinaires et de ministres plénipotentiaires nous sont également fournis par les rapports expédiés sur la route Bucarest—Belgrade;³ en ce qui est de la réciprocité, on confirmait, pour le moment, la qualité de ministre plénipotentiaire au consul de l'Autriche-Hongrie. On préconisait l'institution de trois catégories de représentants à l'étranger: ministres plénipotentiaires, ministres résidents et chargés d'affaires.⁴ Tandis que I. Bălăceanu (Vienne), le général I. Ghyka (Saint Pétersbourg) et D. Bărtianu (Constantinople) avaient été déjà investis de la fonction de plénipotentiaires, on préconisait, pour Belgrade, la qualité de ministre résident. Le premier à avoir présenté les lettres de créance dans sa nouvelle qualité à Bucarest a été le comte Hoyos, ministre de l'Autriche-Hongrie, tandis que le baron Fava, ancien agent diplomatique de l'Italie, était aussi revenu d'un long congé en qualité de ministre plénipotentiaire; on espérait que la Russie allait procéder de la même façon.⁵

En Serbie, les décisions du Congrès de Berlin ont été acclamées dans la Skupština (l'Assemblée); on a accepté également, sans soulever d'objections, les prévisions du Traité économique avec l'Autriche-Hongrie. Le prince Milan et le gouvernement libéral du M. Ristić, qui se trouvaient à leur apogée, se voyaient attribuer des mérites importants dans la conquête de l'indépendance et l'agrandissement du territoire. Toutefois, un auteur re-

¹ Arhiv Srbije, Beograd, *Ministarstvo Inostranih Dela — Političko Odeljenje*, (MID—PO), (Fond du Ministère des Affaires Etrangères — Le Département Politique), 1878, P/5—III, no. 379. Rapport diplomatique de M. A. Petronijević à son ministre de Belgrade J. Ristić, Bucarest, le 14/26 mai 1878.

² P. Cincea, *Viata politică din România în primul deceniu al independenței de stat* (La vie politique de la Roumanie dans la première décennie de l'indépendance de l'Etat), Bucarest 1974, 76.

³ Arhiv Srbije, MID—PO, 1878, P/5—III, no. 681. Rapport diplomatique... le 18/30 septembre 1878.

⁴ P. Cincea, *op. cit.*

⁵ Arhiv Srbije, ..., nr. 734, Rapport..., le 19/31 octobre 1878; partiellement inexact, car, la baron Stuart, le ministre de la Russie, se trouvait dans la fonction à Bucarest avant le comte Hoyos (I. Bodunescu, *Diplomația românească în slujba independenței* — La diplomatie roumaine au service de l'indépendance, II, Jassy 1982, 10).

marque à juste titre que «le sort de la Bosnie et de l'Herzégovine troublait la joie à plus d'un». ⁶

Il y a pourtant quelques petites indispositions qui accompagnent cette «réorganisation» de l'après-guerre: l'agent Petronijević était visiblement indisposé d'avoir été décoré de l'ordre de «L'Etoile de la Roumanie» III-e classe, alors que l'Italien Fava, doyen du corps consulaire, en bénéficiait de la II-e. L'agent (autrefois membre du Conseil d'État de la Serbie) faisait preuve d'une bonne mémoire — en évoquant le cas de l'ancien représentant à Belgrade, T. C. Văcărescu, qui avait refusé de porter les insignes de l'ordre de «Takovo» dont il avait été honoré — et manifestait son intention de protester auprès du ministre Kogălniceanu. ⁷

Il semble finalement que tout s'est réduit à de simples objections, car ce furent les Roumains qui témoignèrent d'un dynamisme plus accusé dans l'idée de faire relier la politique extérieure à la condition de l'indépendance. En raison de la pression extérieure (la reconnaissance de l'indépendance roumaine conditionnée par la satisfaction des intérêts du capital allemand et, respectivement, par la question juive), la Serbie (rendue passive et inflexible par son orientation pro-autrichienne) n'aura pas de hâte à reconnaître le nouvel État roumain. Le gouvernement de Bucarest n'a pas tardé de manifester son impatience: on fait savoir à l'envoyé personnel du prince, le colonel Georges Catargi, que le chef de la diplomatie roumaine sera obligé de rappeler Lascăr Catargiu de Belgrade, puisque le gouvernement de la Serbie n'entreprend rien en vue de renouveler la nomination de son représentant diplomatique à Bucarest. ⁸ Ce genre de sommation est censé «réveiller» Ristić, qui s'empresse de renseigner l'agent diplomatique accrédité en Roumanie sur la nouvelle qualité de sa représentation, notamment celle de ministre résident, qu'on allait lui attribuer. ⁹ En effet, à partir de juin 1879, on constate la réciprocité de la qualité de ministre résident de Milan A. Petronijević à Bucarest et de Lascăr Catargiu à Belgrade. ¹⁰

Tout rentre dans l'ordre — et les décorations se succèdent dans une atmosphère de contentement général: dans les mois qui suivent, le prince Milan est décoré de «L'Etoile de la Roumanie». A son tour il décore de la médaille de guerre serbe «Pour

⁶ Č. Popov, *Srbija na putu oslobođenja. Borba za politički preobražaj i državnu nezavisnost 1868—1878* (La Serbie sur la voie de la libération. La lutte pour la transformation politique et l'indépendance de l'État), Belgrade 1980, 174.

⁷ Arhiv Srbije, MID—PO, ..., no. 698. Rapport..., le 18/30 octobre 1878.

⁸ *Ibidem*, 1879, P/5—III, no. 218. Télégramme (copie), M. A. Petronijević à J. Ristić, Bucarest, le 17/29 mai 1879.

⁹ *Ibidem*, no. 239. Télégramme, J. Ristić à M. A. Petronijević, Belgrade, le 18/30 mai 1879.

¹⁰ «Anuar Diplomatic», 1962, 71, 184.

le courage» le drapeau du 6 Régiment de Ligne de l'armée roumaine (dont il était le commandant d'honneur).¹¹

Après le Congrès de Berlin, les nouveaux États du Sud-Est européen ont fait de considérables efforts pour la consécration internationale de l'indépendance.

La Serbie a profité de l'intérêt croissant que l'Autriche-Hongrie portait aux pays balkaniques et s'est placée d'emblée sous sa protection accablante. Milan a voulu s'assurer la protection de l'Autriche-Hongrie par des engagements écrits, en sacrifiant les aspirations naturelles, légitimes, d'unité des Slaves du Sud. Toute une série d'actes bilatéraux représentent en fait les étapes de l'asservissement de la Serbie à la monarchie double: Vienne, le 24 avril/6 mai 1881, la Convention consulaire et l'accord commercial, complétés d'une manière significative par la Convention d'extradition et celle d'assistance juridique.¹² Et tout cela n'est que l'introduction à l'action sans précédent du prince de Belgrade: en échange à des promesses abstraites (le titre de roi pour Milan, la neutralité en cas de guerre et l'accord visant à une extension virtuelle du territoire au Sud-Est), la Serbie a accepté une sorte de «protectorat» des Habsbourg.¹³ Par la Convention secrète, signée à Vienne (le 16/28 juin 1881 pour une durée de 10 ans) par le ministre des affaires étrangères Č. Mijatović — sur les insistances du prince, sans le consentement et à l'insu du président du Conseil M. N. Piroćanac¹⁴ — la Serbie assumait un engagement indigne: ne pas tolérer des complots de nature politique ou religieuse qui, à partir de son territoire, auraient été dirigés contre l'Autriche-Hongrie, y compris la Bosnie, l'Herzégovine et le sanjak de Novi Pazar.¹⁵ Milan acceptait que l'Autriche-

¹¹ N. Ciachir, *Acțiunile diplomației românești pe plan balcanic în perioada 1878—1900* (Les actions de la diplomatie roumaine dans les Balkans dans la période...), *Revista Arhivelor*, 2/1978, 146.

¹² *Arhiv Srbije, MID—PO*, 1881, U, nos. 184, 185, 186, 190.

¹³ Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *România și Tripla Alianță 1878—1914* (La Roumanie et la Triple Alliance...), Bucarest 1979, 21—22; un indice concernant l'intimité entre Vienne et Belgrade est aussi la situation de l'émigration de la dynastie Karađorđević. Un journal éphémère, mais d'un intérêt particulier dans la vie politique serbe a été «*Narodni glasnik*» (Le Courrier national), appartenant au groupe dynastique de l'émigration publié à Timișoara. En exploitant les difficultés intérieures de la Serbie (épuisée par la guerre anti-ottomane prolongée aussi par la révolte anti-dynastique de la fin de l'année 1877), l'émigration, groupée autour du prince Pierre Karađorđević a réagi, fortement soutenue par l'Autriche-Hongrie. Après le Congrès de Berlin, quand la Serbie «a commencé à naviguer dans les eaux autrichiennes-hongroises», s'est usée aussi la virulence de cet instrument de pression sur la politique du Belgrade qui s'éteint en silence et oubli. (V. Đ. Krestić, *Istorija srpske štampe u Ugarskoj 1791—1914* — L'histoire de la presse serbe en Hongrie..., Novi Sad 1980, 250—252.).

¹⁴ S. M. Protić, *Tajna Konvencija između Srbije i Austro-Ugarske* (La Convention secrète entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie), Belgrade 1909, 4—5.

¹⁵ V. Corović, *Borba za nezavisnost Balkana* (La Lutte pour l'indépendance des Balkans), Belgrade 1937, 110.

-Hongrie soutienne aussi les intérêts de la politique extérieure de la Serbie¹⁶ qui s'obligeait à ne pas engager des pourparlers — voire à ne pas conclure d'accords avec des partenaires étrangers, sans consulter au préalable les autorités de Vienne. Asservie antérieurement par l'Accord commercial, obligée à la jonction avec les chemins de fer autrichiens sur le trajet balkanique, la Serbie va survivre frustrée dans son territoire et dans ses aspirations.¹⁷

La politique extérieure de la Roumanie se matérialise dans les conditions de la rivalité entre l'Autriche-Hongrie et la Russie dans les Balkans et du rapprochement — qui s'esquissait déjà — entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. L'Autriche-Hongrie a été la première grande puissance qui ait reconnu l'indépendance des Roumains.¹⁸ Un autre signe de bienveillance de la part de l'Autriche-Hongrie à l'égard de l'État roumain a été de reconnaître au prince Charles son titre d'«Altesse Royale».¹⁹

Le ministre plénipotentiaire de l'Empire double (Hoyos) jouit, à son arrivée effective en mission — par Vîrciorova — d'un accueil exceptionnel. On le conduit au Palais, auprès du ministre de ressort M. Kogălniceanu et du premier ministre I. C. Brătianu, en sollicitant son aide — dorénavant importante — en vue de la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie par les grandes puissances européennes.²⁰

Tandis que les choses sont allées assez difficilement avec l'Allemagne, elles se sont passées beaucoup plus aisément avec l'Autriche-Hongrie; au début de l'année 1879 on a même réalisé la jonction des chemins de fer à Predeal, suivie par une Convention sur le transport ferroviaire, d'intérêt commun.²¹ Après que l'État ait été obligé de racheter les chemins de fer roumains de la société des actionnaires allemands (février 1880), il s'ensuivit la détente, voire la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie par l'Allemagne, l'Angleterre et la France d'un seul coup²² — et par les autres pays dans l'intervalle de quelques semaines.

Les apparences permettent d'affirmer qu'en procédant avec tact, sans nullement sacrifier les intérêts nationaux, la Roumanie

¹⁶ Voir la note 13.

¹⁷ Vl. Corović, *op. cit.*, 111; V. Čubrilović, *Srbija i Austrija u XIX veku* (La Serbie et l'Autriche au XIX-e siècle), dans la volume *Velike sile i Srbija pred Prvi svetski rat* (Les Grandes puissances et la Serbie avant la première guerre mondiale), Éditeur V. Čubrilović, Belgrade 1976, 21.

¹⁸ I. Bodunescu, *op. cit.*, II, 9; Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 35; voir la bibliographie roumaine de la question à la page 32.

¹⁹ Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 34.

²⁰ *Ibidem*, 38.

²¹ I. Bodunescu, *op. cit.*, 11.

²² Arhiv Srbije, MID—PO, 1880, P/5—III, nr. 88. Télégramme, M. A. Petronijević à J. Ristić, Bucarest, le 8/20 février 1880.

a réussi à obtenir l'appui de Vienne au même titre que la Serbie, quoiqu'elle ait moins cédé, en gardant inaltérée sa liberté d'option sur le plan de la politique extérieure.

«Le prix» de la royauté

Au printemps de l'année 1880 eut lieu la tournée du premier ministre I. C. Brătianu en Europe centrale, dans le but d'accomplir le pas suivant: consolider la dynastie et l'indépendance nationale, proclamer le royaume. Les discussions ont renforcé en l'occurrence la conviction que le prince Charles et le gouvernement libéral de Bucarest avaient une orientation favorable à l'Autriche (à l'Allemagne). Malgré la réception excellente chez l'empereur François-Joseph, le gouvernement de Vienne ne s'est pas empressé à consentir à la proclamation du royaume, visiblement dérangé par l'opposition ferme de la Roumanie aux plans autrichiens de domination dans le cours inférieur du Danube.²³ On conseillait à la Roumanie d'adopter une position conciliante, le message de Vienne se résumant à l'alternative: «le Danube pour le royaume».²⁴

En bénéficiant des circonstances extérieures favorables (appui déclaré de l'Allemagne et accord de la Russie), Brătianu a décidé d'agir sans l'avis du cabinet de Vienne: c'est ainsi que le 14/26 mars 1881, l'Assemblée et le Sénat ont voté, dans une atmosphère de fête, la proclamation du royaume, le prince Charles étant félicité par les «représentants du peuple». Le gouvernement austro-hongrois a dû accepter l'acte accompli — et durant le mois d'avril, le royaume a été reconnu par les grandes puissances européennes.

L'institution de la royauté a consolidé les positions de la dynastie allemande en Roumanie, de même que la stabilité politique intérieure, par la consécration de l'alternative libérale-conservatrice à la tête du pays; elle a donné aussi un essor considérable à la lutte pour l'émancipation nationale des Roumains de Transylvanie. Ce n'est pas par hasard qu'en mai 1881 ait eu lieu à Sibiu la Conférence d'unification des deux formations politiques (de Transylvanie et du Banat) en un Parti National Roumain Unitaire.²⁵ C'est vers la même époque que surgissent les germes du problème mémorandiste — la négation du fondement politique-juridique du dualisme à partir des positions de la nation roumaine.

Le gouvernement de Belgrade suivait avec un intérêt évident les initiatives de politique extérieure de la Roumanie. Le ministre

²³ Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 49—94, *passim*.

²⁴ *Ibidem*, 55.

²⁵ Liviu Maior, *Constituirea Partidului Național Român. Conferința din 12—14 mai 1880* (La constitution du Parti National Roumain. La conférence de...), Studia Universitatis Babeș — Bolyai, seria Historia, fasc. I, Cluj 1970, 101—103.

résident à Bucarest, M. Petronijević, prêtait une attention particulière à tout ce qui pouvait être signe d'une croissance du statut international de la Roumanie.

Doué de perspicacité — quoique n'étant pas suffisamment informé — le diplomate serbe s'est efforcé de dénicher les vrais motifs du voyage de I. C. Brătianu à Berlin et à Vienne (mars 1880). A son avis, ils étaient peu nombreux ceux qui croyaient que le vrai but du voyage à Berlin avait été la question des chemins de fer roumains. Le ministre serbe était tenté de mettre en rapport la tournée allemande (à l'occasion de laquelle on était convenu sur la succession au trône de la Roumanie, en la personne de Ferdinand, fils du frère du prince Charles) avec la tournée autrichienne, quoique «à Vienne la Roumanie n'ait pas eu de questions fer roviaires à régler».²⁶

De retour au pays, le chef du gouvernement roumain a été tout simplement pris d'assaut par les membres de la Légation de la Serbie, désireux de connaître les résultats du voyage. Brătianu fut questionné directement par Petronijević sur le bien-fondé des informations concernant l'intention du gouvernement roumain de proclamer le royaume. Par précaution, Brătianu a décidé d'en garder le silence: pas de royaume pour le moment. Après avoir longtemps «médité», selon son habitude, il avoua aux Serbes qu'il n'était pas de ceux qui se flattaient de titres et de médailles; viculteur de par ses origines — ce qu'il n'avait nullement caché — il n'avait pas le goût des grandeurs. Petronijević n'a pas été satisfait par ce qu'il avait appris et il a insisté, en mettant en évidence l'intérêt tout particulier du gouvernement de Belgrade pour une telle initiative roumaine (dont il a été informé par une «source digne de toute confiance» — vraisemblablement autrichienne-hongroise — n. n.) qu'il avait l'intention de suivre. L'homme d'Etat roumain a continué tranquillement son jeu, en remarquant qu'une telle façon d'agir n'était pas à conseiller; même plus, il a fait observer que s'il avait été à la place des Serbes, il aurait agi selon ses propres intérêts, sans attendre la réaction de son voisin. Il a conclu que l'idée de royauté était une pure invention de l'opposition.

Le diplomate serbe est sorti tout à fait étourdi de chez le premier ministre, en caressant l'idée erronée que «des sondages avaient été effectués en cachette, mais qu'on était en train de tout nier, faute de chances de réussite».²⁷ La déroute du ministre de la Serbie a été accentuée par la réaction similaire des autres dirigeants de la vie publique roumaine: selon V. Boerescu, le bruit concernant la royauté roumaine n'était rien d'autre qu'une «bonne blague»; quant à C. A. Rosetti, il se permettait, en la présence même de la princesse Elisabeth, des ironies à l'adresse

²⁶ Arhiv Srbije, MID—PO, 1880, P/5—III, nr. 10. Rapport diplomatique M. A. Petronijević à J. Ristić, Bucarest, le 1/13 mars 1880.

²⁷ *Ibidem*, nr. 231, le 7/19 mai 1880.

du titre en discussion, car en roumain le mot «rege» (roi) était un emprunt récent de l'italien, tandis que le terme traditionnel de «crai» signifiait «libertin» aussi.²⁸

Au début de la 9^e décennie, la Roumanie se caractérisait par une politique extérieure dynamique, mûre et créatrice, de même que par une vie intérieure stable, émanation d'une génération de fondateurs extrêmement douée et qui jouissait d'une large considération.

A la même époque, la Serbie perdait Jovan Ristić, esprit clairvoyant, retiré de la vie publique à la suite des déceptions causées par la voie désavantageuse de l'adulation de Vienne,²⁹ le seul qui ait réussi à tourner la situation en faveur de la nation; sur le plan de la politique extérieure, le résultat en fut un jeu banal, plat, voire un effort décevant d'imiter l'esprit et l'ingéniosité de la politique roumaine.

Après l'expiration de l'Accord commercial provisoire pour 1877, la Roumanie n'a plus manifesté l'intention de conclure une nouvelle convention économique avec la Serbie et a maintenu les tarifs douaniers prohibitifs malgré les sollicitations répétées de négocier de celle-ci.³⁰ Cela s'explique sans doute par l'existence d'une offre similaire sur le marché extérieur (l'exportation d'animaux) d'une part, et de l'autre par l'asservissement politique de la Serbie à l'Autriche-Hongrie — censé être la cause de l'opposition roumano — serbe dans la question du Danube.³¹

En dehors de la continuité des rapports strictement bilatéraux, dans l'esprit positif de la tradition, la Serbie apparaît par conséquent comme un partenaire ne présentant plus aucun intérêt pour la Roumanie quant à une stratégie politique d'envergure, dans un contexte régional de l'Europe Centrale et du Sud-Est.

Après la démission du gouvernement libéral de Ristić, qui avait manifesté trop de retenue à l'égard de la position du prince, favorable à l'Autriche, la succession, a été assurée par une formation labile «progressiste» — conservatrice, dirigée par M. Piroćanac et ayant Č. Mijatović aux Affaires Etrangères, formation résolue à jouer jusqu'au bout la carte de Milan. Après avoir fait le jeu de celui-ci, en souscrivant aux conditions humiliantes de la Convention secrète, ce gouvernement — confronté avec des graves difficultés économiques et avec une opposition radicale virulente — cherche une voie facile pour distraire l'attention de l'opinion publique, en s'engageant, selon

²⁸ *Ibidem.*

²⁹ *Istoriја srpskog naroda* (L'Histoire du peuple serbe), VI/1, Belgrade, 1983, 57.

³⁰ Arhiv Srbije, Beograd, ... no. 508. Rapport..., le 25 oct./6 nov. 1880.

³¹ P. Gogeanu, *Dunărea în relațiile internaționale* (Le Danube dans les relations internationales), Bucarest 1970, 119—141; Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 82—94.

l'exemple de la Roumanie et avec le consentement de Vienne, à l'épisode de la royauté: le 22 février/6 mars 1882, à l'initiative du gouvernement, on avance à la Skupština la proposition que la Serbie devienne royaume, fait reçu avec enthousiasme.³²

Entre temps, M. A. Petronijević, ministre à Bucarest, est entré en «congé prolongé».³³ Il est remplacé par Lj. Kaljević, adepte des vues nouvelles, «progresistes», qui remplit les fonctions d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement de la Roumanie; le 18/30 janvier 1882 il présente ses lettres de créance, lors d'une audience solennelle au Palais.³⁴ Après la proclamation de la royauté, Kaljević remet au Palais la notification du fait en question; le geste est apprécié comme il convient de la part d'un bon voisin et fidèle ami; aussi le ministre de la Serbie participe-t-il, en tant qu'invité d'honneur, au déjeuner de gala qui a lieu à l'occasion.³⁵

Cependant, le protocole de la Cour en exigeait plus, s'il faut se fier à la demande précipitée adressée par Kaljević à son chef de Belgrade: la notification de la royauté allait être accomplie par le représentant diplomatique, mais accompagnée d'une lettre autographe du monarque.³⁶ Celle-ci arrive en hâte et le 29 mars/10 avril 1882 Kaljević a enfin l'occasion de remettre au roi Charles la lettre autographe de Milan — notifiant la proclamation du royaume de Serbie.

Courtoisement, le roi de la Roumanie crut de son devoir d'exprimer «sa joie vive et sincère, causée par le fait que la Serbie avait trouvé sa juste place au rang des peuples européens» — place due à ses traditions historiques et aux sacrifices récents. Des sentiments réciproques furent exprimés, dans une entente parfaite; afin de confirmer la réception du message royal de Belgrade, on remit l'ordre de la maison Obrenović, «Takovo» II-e classe, à l'exécutant zélé des aspirations du nouveau roi à Bucarest.³⁷

Pour conserver une entière réciprocité, à la fin de l'année 1882 le ministre résident Lascăr Catargiu est remplacé par Mihail Mitilineu, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Roumanie à Belgrade.³⁸

³² Arhiv Srbije, MID—PO, 1882, K/14, nr. 359. La proclamation de Milan Obrenović, Belgrade, le 22 février/6 mars 1882; *Istorija srpskog naroda*, VI/1, 63—64.

³³ Arhiv Srbije..., 1880, P/5—III, nr. 553. Rapport diplomatique, Bucarest, le 3/15 décembre 1880.

³⁴ *Ibidem*, 1882, Varia, nr. 188. Télégramme, Bucarest, le 18/30 janvier 1882, Lj. Kaljević à M. Piroćanac; *Anuar Diplomatic*, 1962, 184.

³⁵ Arhiv Srbije, MID—PO, 1882, Varia, nr. 444. Rapport..., le 10/22 mars 1882.

³⁶ *Ibidem*, 1882, K/14, nr. 468. Télégramme, Bucarest, le 20 mars/1 avril 1882.

³⁷ *Ibidem*, nr. 483. Rapport diplomatique, Bucarest, le 2/14 avril 1882.

³⁸ *Anuar Diplomatic*, 1962, 71.

Après la tentative des adeptes en exil de la dynastie Karađorđević de faire entendre leur voix dans les milieux serbes,³⁹ par l'intermédiaire d'un journal antidynastique paru à Timișoara à la fin des années 70 et interdit pour des raisons faciles à comprendre (après 1880) par les autorités dualistes, l'émigration a dirigé ses espoirs vers le Monténégro et la Roumanie.

Le nouveau ministre plénipotentiaire de Belgrade, M. Mitilineu, informait sur l'accueil fastueux du prince Karađorđević à Cetinje, événement qui inquiétait au plus haut degré le prince de Belgrade,⁴⁰ d'autant plus que cette cordialité a favorisé le mariage du jeune Pierre Karađorđević avec la princesse Zorka, fille du prince Nicolas de Cetinje.⁴¹

Au printemps 1883, sur le fond du refroidissement temporaire des relations roumano — serbes, on recevait la nouvelle de la présence à Bucarest du prince Alexandre Karađorđević, qui s'est entretenu avec I. C. Brătianu (en lui rendant visite et en recevant sa visite); questionnées sur cet événement par le ministre de la Serbie (qui s'est adressé au Ministère des Affaires Etrangères et à la Direction de la police), les sources roumaines ont témoigné de leur parfaite ignorance: on ne savait rien pour le représentant officiel de Belgrade.⁴² Après un certain temps on a toutefois rapporté avec soulagement que le prince en exil avait quitté Bucarest en se dirigeant vers Timișoara.⁴³ C'est vers la même époque que se déroulait l'incident occasionné par la présentation du colonel G. Catargi, aide-de-camp du roi Milan, auprès du chef de la garnison de Jassy, le général Racovitza. En sa qualité officielle, le colonel Catargi demanda satisfaction au ministre de la guerre (D. Brătianu) qui ne la lui accorda pourtant pas, en motivant que «pour l'avenir des relations entre les gouvernements royaux, il vaut mieux ne pas transformer forcément un incident dépourvu de signification en une question politique».⁴⁴

Quelle était, au fond, la cause réelle de ce «printemps de glace» pour la Serbie et la Roumanie? En février 1883 avait eu lieu à Londres la Conférence des grandes puissances, consacrée à la question du Danube, où l'on devait adopter le règlement de la navigation sur le fleuve. L'opposition roumaine à la tentative de l'Autriche-Hongrie d'imposer son contrôle sur la navigation entre les Portes-de-Fer et Braïla par l'intermédiaire de la Comis-

³⁹ V. Đ. Krestić, *op. cit.*, 250—253; voir aussi la note 13.

⁴⁰ Arhiva Ministerului Afacerilor Externe al R. S. România, (Arh. MAE), (L'Archive du Ministère des Affaires Etrangères de la Roumanie), Bucarest, Vol. 282 — Serbie, f. 13. Télégramme, Belgrade, le 22 janvier/3 février 1883, M. Mitilineu à D. A. Stourdza.

⁴¹ *Istoriija srpskog naroda*, VI/1, 66.

⁴² Arhiv Srbije, MID—PO, 1883, Z/1, nr. 459, 576, 626. Télégrammes, Bucarest, avril 1883.

⁴³ *Ibidem*, no. 626.

⁴⁴ *Ibidem*, K/4, nos. 88, 96, 140, 149, 152, 174, 175, 211, 238, 323, 379. Informations répétées avec des données factologiques insignifiantes.

sion Européenne du Danube, a été grièvement dérangée par l'apparente «solidarité» de la Serbie. Le ministre président I. C. Brătianu reprochait au ministre plénipotentiaire Kaljević l'attitude adoptée par la Serbie concernant la participation à la Conférence de Londres: la Serbie avait exigé, par un «Mémoire» des droits de représentations similaires à ceux de la Roumanie. A Bucarest on était convaincu que la Serbie n'était pas intéressée à la représentation proprement dite, mais bien à la possibilité d'obtenir en sa faveur, de la part des grandes puissances, un traitement identique à celui de la Roumanie.⁴⁵ Le résultat en fut qu'on refusa à toutes les deux la participation aux travaux effectifs, en leur accordant uniquement la qualité d'invitées à vote consultatif. La Roumanie — pour laquelle la navigation sur le Danube était un problème vital — lésée dans ses prérogatives d'indépendance par un organisme international (la CED), contrôlé par l'Autriche-Hongrie, protesta énergiquement contre cette décision, en accusant la Serbie de manque de loyauté. Du haut de sa fonction — à savoir représentant d'une Serbie extrêmement favorable à l'Autriche — Kaljević apprécia que seule la Roumanie était responsable de l'échec à Londres.⁴⁶

Il était évident que, dans ces circonstances, la question de l'Accord commercial bilatéral, ajournée depuis longtemps déjà, ne pouvait nullement avancer. Au mois de mai, lorsque la situation était quelque peu réglée, le roi Charles déclara être disposé de prendre l'accord avec la Hollande, qui venait d'être conclu, comme base du futur traité économique roumano — serbe. La statistique roumaine ne donnait pas pour autant de chiffres très encourageants sur la valeur des échanges avec la Serbie. Pendant une année, on importait de ce pays des marchandises dont la valeur était inférieure à 600.000 lei; sur cette valeur, un tiers était représenté par le bois à chauffage et à construction, et le reste par le vin. Avant l'introduction des restrictions sur l'importation du sel de Roumanie, on comptait faciliter l'exportation du vin serbe, mais par la suite tout espoir en fut abandonné et l'intérêt du gouvernement roumain pour les échanges commerciaux avec la Serbie diminua considérablement.⁴⁷

Cordialité roumano-serbe sous l'égide de Vienne

L'été de l'année 1883 fut marqué par l'initiative russe et allemande de renouveler l'«Alliance des trois empereurs» (de Russie, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie) qui, durant ses dix

⁴⁵ *Ibidem*, K/1, nos. 162, 224, 246, 289. Rapports diplomatiques, Lj. Kaljević à Piroćanac, Bucarest, le 12/24 février, 13/25 fév., 14/26 fév., 16/28 fév. 1883.

⁴⁶ *Ibidem*, no. 246.

⁴⁷ *Ibidem*, U/4, no. 723. Rapport diplomatique, Bucarest, le 6/18 mai 1883.

anées d'existence⁴⁸ s'était manifestée comme un facteur de prépondérance sur l'état de choses au centre et à l'est du continent. La tendance à diviser la région en sphères d'influence, que les peuples balkaniques avaient déjà ressentie lors de la guerre antiottomane et grâce aux décisions de San Stefano et de Berlin, surgissait de nouveau, d'une manière inquiétante.

Milan, dont la situation était très délicate, pris entre ses engagements à l'étranger et le courant «irrésistible» exigeant, en premier lieu, le changement du cours extérieur (même Pirocanac menaçait de démissionner), décida «à prendre conseil en haut lieu». ⁴⁹ Le chef conservateur J. Marinović, représentant du roi au couronnement du nouveau tsar Alexandre III, avait également la tâche confidentielle d'essayer de rétablir les bonnes relations avec la Russie; il fut pourtant refusé d'une manière catégorique par le chef de la diplomatie russe, Giers, avec les mots: «Vous êtes indépendants, vous êtes libres de faire ce que vous voudrez, mais nous faisons aussi ce qui nous convient». ⁵⁰ Le prince de la Serbie s'abandonna alors complètement à la voie autrichienne-hongroise. Reçu par l'empereur François-Joseph et invité par le kaiser Guillaume I («mais je sais que cette invitation a été sollicitée de Belgrade» — informa promptement M. Mitilineu⁵¹) de participer aux manoeuvres d'été, à Hombourg, le roi serbe recouvra en une certaine mesure son assurance; il rentra chez lui convaincu de la nécessité de faire démissionner le gouvernement «progressiste» et de le remplacer par une formation bureaucratique dirigée par N. Hristić, préfet de police, ancien employé au service de la maison Obrenović.⁵²

En Roumanie, on a préparé l'adhésion à l'alliance allemande — austro-hongroise, dans le but de défendre le pays pour le cas d'un conflit éventuel entre les grandes puissances et dans la perspective de la division susmentionnée des Balkans. En août 1883 a eu lieu la visite du roi Charles à Berlin et à Vienne, suivie par le voyage de I. C. Brătianu, visant à parachever ce qui avait été convenu en principe. L'entrevue du premier ministre roumain à Gastein, avec le chef de la diplomatie de Vienne Kálnoky et le chancelier de Bismarck, a préparé l'adhésion de la Roumanie; en échange de l'alliance, l'Autriche-Hongrie devait renoncer à son «droit» de contrôler la navigation sur le cours inférieur du Danube, concession suprême en faveur d'un État «ami». La monarchie dualiste comptait se réserver des avantages politiques,

⁴⁸ N. Ciachir, Gh. Bercan, *Diplomația europeană în epoca modernă* (La diplomatie européenne à l'époque moderne), Bucarest 1984, 362; Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 101.

⁴⁹ Arh. MAE, Vol. 282 — Serbie, nos. 23—24. Rapport confidentiel, Belgrade, le 3/15 août 1883.

⁵⁰ *Ibidem*, f. 22—22 verso. Rapport confidentiel, le 12/24 juillet 1883.

⁵¹ Voir la note 49.

⁵² *Istoriја srpskog naroda*, VI/1, 69.

tels que ceux qui résultaient du traité secret avec la Serbie. Dans le 2-e article du projet de traité on stipulait d'ailleurs la nécessité du concours de la part du gouvernement roumain contre tout mouvement à nuance irrédentiste né sur le territoire de la Roumanie. Aux insistances de Brătianu, cet article a été omis, la Roumanie n'acceptant pas de jouer le rôle de gendarme de l'Autriche-Hongrie dans son propre pays. Le traité secret d'alliance entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie a été signé, dans sa forme définitive, le 18/30 octobre 1883 à Vienne. L'Allemagne y a aussi adhéré. L'alliance avait un caractère défensif, prévoyant le caractère obligatoire de l'aide au cas d'une attaque non provoquée contre l'une des parties contractantes.⁵³

Pour la Roumanie, ce traité signifiait tout premièrement la sortie de l'isolement politique et la solution de la question du Danube conformément aux intérêts nationaux; aussi la Roumanie consolidait-elle son statut de pays indépendant au sud-est de l'Europe, tout en représentant — le prestige reconnu de la maison Hohenzollern y aidant — un élément de stabilité dans la région et un partenaire digne de confiance des grands pouvoirs.⁵⁴ Il est pourtant bien vrai que cette alliance forcée avec la Monarchie double a créé de graves difficultés à la lutte d'émancipation nationale des Roumains de Transylvanie. L'Autriche-Hongrie a essayé de profiter de ce traité afin d'influencer la vie intérieure du royaume roumain mais, à de rares exceptions près, le gouvernement de Bucarest est parvenu à éviter la situation ingrate d'instrument au service des intérêts hostiles aux aspirations naturelles nationales. Dans la perspective de la rivalité orientale, allemande-russe, l'adhésion de la Roumanie représentait une victoire de la politique allemande, par l'exclusion du danger de la suprématie tsariste aux bouches du Danube.⁵⁵

Tandis que les personnes avisées se trouvaient encore sous l'impression du traité qui venait d'être signé, le ministre plénipotentiaire de la Serbie était reçu en audience spéciale par le chef de l'Etat. L'accueil a été extrêmement cordial, le roi Charles manifestant un vif intérêt pour la situation de la famille royale et, surtout, pour les impressions du roi à l'occasion des manœuvres des troupes allemandes. Il s'est montré au courant des mesures visant la nouvelle organisation et l'équipement de l'armée serbe, qu'il appréciait, en connaisseur, comme autant de garanties de ses succès à l'avenir: «nous devons être préparés à affronter toute éventualité en Europe». Qu'il s'agisse de chance ou de malchance, la position des deux pays est telle qu'on ne peut rien entreprendre sans porter atteinte aux intérêts de la Serbie

⁵³ Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 115—130, passim; N. Ciachir, Gh. Bercan, *op. cit.*, 408—409.

⁵⁴ Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 129.

⁵⁵ A. J. P. Taylor, *The Habsburg Monarchy 1809—1918. A History of the Austrian Empire and Austria-Hungary*, Chicago and London, (1976), 159.

ou de la Roumanie — appréciait le roi Charles. En cette occurrence, «seule notre force militaire pourra faire accroître la valeur des mots et de l'action». ⁵⁶ A la suite de cette entrevue, Kaljević s'est rendu compte que le nouveau cours de la politique extérieure roumaine avait déterminé une réorientation des dispositions à l'égard de la Serbie et que le désir de serrer les relations traditionnelles de cordialité entre les deux royaumes voisins s'était fait de nouveau entendre.

Le discours de I. C. Brătianu au Parlement, après les entrevues avec Bismark et Kálnoky, intéresse de près le nouveau cours de la politique extérieure de la Roumanie; interpellé sur les composantes de l'accord avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, le ministre président a évité le réponses explicites, en adoptant la même position réservée Kálnoky devant les députés autrichiens. Il a cependant préféré un exposé sur les arguments de l'option roumaine: le pays avait besoin de paix et, par conséquent, «a tendu une main amie» aux pouvoirs européens capables de la lui offrir. Ce pas du gouvernement romain s'est accompli dans l'espoir de renouveler l'Accord commercial et de conclure la Convention consulaire et l'Accord sur l'extradition entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie. Quant aux relations avec la Russie, Brătianu a rappelé que l'arrachement de la Bessarabie au territoire de la Roumanie avait pesé lourd dans la décision du gouvernement de chercher ses amis — et éventuellement ses alliés — ailleurs. ⁵⁷

Des informations sur une pénétration remarquable reflétant fidèlement «le calme avant l'orage» de l'automne 1883 en Serbie, nous sont restées de P. P. Carp, à l'époque ministre plénipotentiaire de la Roumanie à Vienne. ⁵⁸ A partir des informations reçues de Belgrade, il appréciait que la situation détériorée avait l'air de s'être améliorée pour le moment, grâce à la venue au pouvoir de Hristić et à la clôture de la Skupština. Le trait le plus caractéristique du nouveau potentat était d'être «un admirable policier». Il connaissait comme nul autre «les fils de tous les complots et les habitudes de tous les conspirateurs et les intrigants politiques», ce qui lui permettait de veiller à la sécurité personnelle de Milan mieux que tout autre. Quant à la signification politique de cette option du monarque, Hristić était capable de tenter, après la clôture de la Skupština, une modification de la majorité. Le noyau de celle-ci était constitué par les radicaux, représentant la petite bourgeoisie nationale en ascension, qui connaissait une large affluence à la campagne aussi. L'incapacité du gouvernement «de satisfaire tous les appé-

⁵⁶ Arhiv Srbije, MID—PO, 1883, I/11, no. 1225. Rapport diplomatique, Bucarest, le 26 octobre/7 novembre 1883.

⁵⁷ *Ibidem*, no. 1230. Rapport diplomatique, le 31 octobre/12 novembre 1883.

⁵⁸ Arh. MAE, Vol. 282 — Serbie, nr. 41—43. Rapport diplomatique, Vienne, le 11/23 octobre 1883.

tits» (voire les intérêts sociaux et nationaux — n. n.) les avait jétés dans l'opposition. A Vienne on espérait que le nouveau ministre allait s'assurer «sinon une grande majorité, au moins une majorité possible». L'avenir semble assez clair, «mais seulement à bref délai». P. P. Carp appréciait à juste titre que le gouvernement du roi Milan était confronté avec des tâches énormes; celles-ci allaient surgir des nécessités de la réorganisation d'un État moderne, «et personne ne connaît mieux que nous, Roumains, les grandes dépenses qui accompagnent les transformations brusques que nous avons déjà réalisées, mais que la Serbie est en train de commencer: armée, chemins de fer, justice, administration, instruction publique — tout cela se traduit finalement en annuités, celles-ci en impôts et les impôts en ruine ou en progrès selon qu'un pays est capable ou non de consentir aux sacrifices qu'on exige de lui, «souvent prématurément». En ce qui concerne la situation concrète de la Serbie, l'augmentation de l'impôt sera difficile à réaliser et la raison en est double: le pays est relativement pauvre et la paysannerie, c'est-à-dire presque toute la population, est encline à résister à tout nouveau poids fiscal. Il faut encore tenir compte des mécontentements provoqués par toute tentative de réorganiser un milieu traditionnel, patriarcal, très réceptif à la propagande de l'opposition intérieure et extérieure; ceux qui suivent de près la situation du pays ont donc raison de craindre que «le progrès qui se préparait ne fût pas accompagné de catastrophes financières et de troubles sociaux qui mettent en jeu sinon l'existence même de l'État, au moins le régime actuel». Notre critique de Vienne doute que Milan soit l'homme apte à dominer une situation tellement complexe. Il croit même pouvoir déceler des ressemblances entre celui-ci et le voïvode Cuza (d'avant sa chute) qu'il imite en tout, «en procédant avec enthousiasme quant aux idées avec indifférence quant aux moyens et avec cynisme quant aux hommes». Pour qu'il réussisse dans une telle entreprise, il lui faudrait peut-être plus que la protection de l'Autriche-Hongrie — telle est la conclusion du diplomate roumain.

Parmi les objectifs de la réorganisation de l'armée serbe il y avait aussi la dissolution de la milice nationale; à cet effet, on s'est mis à collecter l'armement traditionnel des paysans. Les dirigeants radicaux ont exploité l'indignation du peuple à l'égard de cette mesure sans précédent, en déclanchant une véritable propagande contre l'État, avec l'idée qu'«il n'y a pas de liberté sans armes».⁵⁹ Dans la Serbie orientale, durement éprouvée par la guerre anti-ottomane de 1876, par les nouveaux impôts et caractérisée par un esprit frondeur très vif, de nuance pro-radical, le mécontentement s'est extériorisé par le refus des paysans de déposer leurs armes; ceux qui les avaient déjà déposées se

⁵⁹ Voir la note 52.

ravisèrent aussi: en forçant le dépôt de Boljevac (région de Timok) les rebelles récupèrent leurs fusils.⁶⁰ La nouvelle se répand dans les villages du voisinage, en incitant à la révolte. M. Mitilineu, le ministre à Belgrade, informait sur la résistance des villageois à la décision de déposer les vieilles armes sous prétexte de les remplacer par d'autres, nouvelles. Les esprits s'agitent et le gouvernement décide de supprimer la liberté de la presse et des réunions.⁶¹

Dans la région insurgée on proclame l'état de siège et on institue le tribunal militaire; le général Nikolić est nommé commissaire royal, ayant les attributions de «pacifier» la région révoltée.⁶² Des mesures draconiennes sont prises contre les opposants radicaux, identifiés comme auteurs moraux de la révolte: quelques-uns sont emprisonnés, d'autres se réfugient à l'étranger; on abolit la liberté de la presse et des réunions et l'on institue la censure.⁶³ Les paysans, dirigés par des sympathisants radicaux — négociants, prêtres, instituteurs — se réunissent en grand nombre dans les montagnes avoisinantes et la révolte s'étend aussi dans les centres administratifs de Banja, Zaječar, Knjaževac et Aleksinac.

Le 27 octobre/9 novembre 1883, des unités régulières ont attaqué le camp des insurgés. Ceux-ci, équipés de leurs vieilles armes, n'ont pas pu résister aux nouveaux fusils Mauser à long tir et aux canons de l'armée régulière. Après une résistance vaine, ils se sont réfugiés dans les villages, en laissant derrière eux des morts et des blessés.

Des nouvelles, légèrement exagérées, sur les événements de Timok — provenant probablement d'une source officielle — nous parviennent par voie diplomatique; M. Mitilineu rapportait sur l'envoi de l'unité commandée par le général Nikolić (6 bataillons d'infanterie, 5 batteries d'artillerie) pour réprimer l'insurrection de Zaječar; les insurgés, 4000 environ, auraient été «bien armés et dotés». ⁶⁴ Les insinuations tendancieuses de la source officielle cherchaient le coupable à l'étranger: la région insurgée s'avoisinant avec la Bulgarie, on prétendait que les munitions provenaient de ce dernier pays. L'observateur roumain de la situation en Serbie remarque l'opposition entre le roi et la nation. A la tête des insurgés il y avait des députés radicaux; le roi essaie, en l'occurrence, de s'appuyer sur l'armée, mais les nombreuses épurations parmi les officiers ont prouvé qu'il ne pouvait pas

⁶⁰ A. Radenić, *Timočka buna 1883* (La révolte de Timok...), dans le volume *Iz istorije Srbije i Vojvodine 1834—1914* (Aspects de l'histoire de la Serbie et de la Voïvodine...), Novi Sad — Belgrade 1973, 441—444.

⁶¹ Arh. MAE, Vol. 282 — Serbie, f. 44. Télégramme, Belgrade, le 3/15 novembre 1883.

⁶² *Ibidem*.

⁶³ *Ibidem*, télégramme, le 4/16 novembre 1883.

⁶⁴ *Ibidem*, f. 48—49. Rapport diplomatique, Belgrade, le 27 octobre/8 novembre 1883.

compter sur l'armée non plus. Dans ce climat d'instabilité, le problème de la rivalité dynastique pesait lourd. L'incertitude a régné à Belgrade les jours suivants aussi.

Dans un autre rapport, le ministre roumain laissait passer des nouvelles non contrôlées, engendrées par la panique ou l'indignation: les insurgés auraient commencé l'offensive à Zaječar.⁶⁵ Inquiété, le Ministère des Affaires Etrangères informait que dans quelques jours on saurait à coup sûr si l'insurrection avait été étouffée ou si elle s'était répandue dans d'autres régions aussi.⁶⁶ En effet, les insurgés attaquaient avec beaucoup de courage et d'élan les troupes cantonnées à Zaječar, en les chassant de la ville; mais après ce succès incipient, ils se sont dissipés. Les autorités sont revenues le soir même et ont arrêté beaucoup de gens; les nouvelles qui suivirent consignaient déjà que les quatre districts insurgés avaient été «pacifiés».⁶⁷

A notre avis, il y a là un fait qui mérite l'attention: quoique les chefs radicaux aient allumé l'esprit de rébellion, lorsque celle-ci a éclaté, ils ont perdu la tête et ont abandonné le troupeau. Dès le début, le chef des radicaux, N. Pašić, s'était réfugié en Bulgarie, mais on dispose toutefois d'informations sur la présence de quelques-uns à Turnu Severin. La Convention d'extradition entre la Roumanie et la Serbie avait déjà expiré depuis 1879, sans qu'on ait conclu une autre depuis. Pourtant le gouvernement serbe, par son ministre à Bucarest, Lj. Kaljević, a sollicité le concours des autorités roumaines en vue de la surveillance des personnes suspectes, dont on connaissait la présence à Turnu Severin.⁶⁸

A ce qu'il paraît, les autorités de Bucarest ont répondu favorablement aux sollicitations serbes; la police de Turnu Severin était censée surveiller strictement les individus suspects venus de Serbie et ceux avec lesquels entraient en contact; on a institué un contrôle plus sévère des passeports à l'égard des voyageurs de Serbie.⁶⁹ Le gouvernement du roi Milan a apprécié tout particulièrement ce geste d'opportunité de la part de la Roumanie: il a exprimé «ses remerciements les plus chaleureux» pour ce concours à la surveillance du côté de la frontière serbe.⁷⁰

Kaljević va informer par écrit,⁷¹ en fournissant de nouveaux détails sur la situation des réfugiés en Roumanie; selon les infor-

⁶⁵ *Ibidem*, f. 110. Télégramme, Belgrade, le 28 octobre/9 novembre 1883.

⁶⁶ *Ibidem*.

⁶⁷ A. Radenić, *op. cit.*, 463—464.

⁶⁸ Arh. MAE, Vol. 282 — Serbie, f. 114. Télégramme, Belgrade, le 15/27 novembre 1883.

⁶⁹ Arhiv Srbije, MID—PO, 1883, B/12, no. 1235. Télégramme, Bucarest, le 13/25 novembre 1883.

⁷⁰ *Ibidem*, no. 1235 verso.

⁷¹ *Ibidem*, no. 1287. Rapport..., Bucarest, le 24 nov./1 dec. 1883.

mations du consul de l'Autriche-Hongrie à Giurgiu, les uns étaient passés par ce port, en arrivant de Bulgarie. Il semble qu'ils venaient de Vidin, ou leur nombre était beaucoup plus grand. L'Autriche-Hongrie offrait évidemment tout son concours à son protégé de Belgrade. On avait ordonné au consul de Giurgiu d'intervenir auprès de l'agence de transport fluvial afin d'obtenir des renseignements plus complets: le lieu de provenance des transfuges, leur nombre, leur lieu de destination (à ce qu'il paraît, ils arrivaient généralement à Bucarest par le train). Le ministre serbe a informé aussi le gouvernement roumain de cette situation en sollicitant, au nom de ses autorités, une surveillance attentive de la part de la police à Bucarest et en province, afin de dépister le lieu où vivaient les émigrés, de même que leurs intentions pour l'avenir. Il s'agissait d'émigrés qui s'étaient gravement compromis lors de la rébellion et qui, en raison de cela, ne pouvaient pas bénéficier de l'amnistie ordinaire, étant contraints à vivre loin de leur patrie et de leur famille, réduits au désespoir et, par conséquent, extrêmement dangereux. En supposant que les événements récents de Serbie avaient été dirigés de l'extérieur, on craignait que cette même main étrangère ne se servît de ces nouveaux désespérés, égarés et chassés de leur pays. On remarque l'attestation, par les hauts lieux de Belgrade, de la disposition constamment favorable du gouvernement roumain à toutes les sollicitations serbes sur cette question.

Le rapprochement roumano-serbe face à la position de la Bulgarie

Contrairement à la prévenance exemplaire de la Roumanie, la Bulgarie a créé maintes difficultés à son voisin à l'ouest du Timok. Les caprices de la nature n'ont pas été sans contribuer à l'aggravation des relations entre les deux voisins méfiants.

Les pluies du printemps 1884 ont produit des glissements de terrain qui ont fait dévier vers l'ouest le cours de cette rivière frontière; c'est ainsi que la Bulgarie, désireuse de transférer la frontière sur le nouveau cours, s'est emparée de force d'un poste de frontière de la Serbie, qui s'était trouvé en l'occurrence sur la rive droite. Cette agression était liée aux incursions répétées des groupes d'émigrés serbes,⁷² ce qui précipita la rupture entre les deux États. A la suite de la sollicitation formelle du gouvernement serbe — notamment de chasser les réfugiés de Sofia et de la zone limitrophe dans un délai de trois jours — sollicitation qui ne fut pas honorée, on menaçait de retirer l'agence diplomatique; la menace est transposée en fait et tout le personnel de

⁷² Arh. MAE, Vol. 282 — Serbie, f. 83—84. Rapport..., M. Mitilineu, Belgrade, le 26 mai/7 juin 1884; *Istorija srpskog naroda*, VI/1, 77.

Sofia revient à Niš. La Bulgarie procéda de la même façon, en confiant à la diplomatie russe la protection de ses intérêts à Belgrade.⁷³

L'apparition de ce facteur politique nouveau dans les Balkans, la Bulgarie autonome, va conférer de nouvelles particularités à la réciprocité roumano — serbe. Après que la Bulgarie ait conquis sa légitimité au Congrès de paix de Berlin, le prince Alexandre Battenberg agit de manière à lui conférer un ton distinct dans le concert des voix balkaniques. Il visita Bucarest «où il fut reçu en intime»⁷⁴ et — ce qui a indisposé totalement les Serbes — le prince Charles visita Roustchouk, en guise de réponse. Le mécontentement de la Serbie était fondé sur le fait que le roi de Belgrade avait visité plusieurs fois la Roumanie, sans que le prince Charles lui ait retourné sa visite. Quoique I. C. Brătianu ait assuré officiellement la Serbie que le prince roumain s'était rendu à Roustchouk «pour ne pas être obligé d'aller plus tard jusqu'à Sofia»⁷⁵ et que cette entrevue avait été presque forcée par la Bulgarie dont le prince était venu expressément jusqu'aux bords du Danube,⁷⁶ le mécontentement subsista...

Il éclata ouvertement à la Conférence de Londres (février 1883) par l'obstruction de la Serbie qui ne se considérait pas obligée de veiller aux intérêts d'Etat roumains tant que son prince était ignoré par le chef de l'Etat roumain.⁷⁷

Quelque temps après, le premier ministre I. C. Brătianu fit entendre qu'il s'agissait d'une omission qui allait être réparée dès que l'occasion s'en présenterait.⁷⁸ Comme pour justifier l'option extérieure de son pays, le ministre Kaljević se faisait un titre d'honneur d'affirmer que «la politique extérieure de la Roumanie venait de s'engager sur la voie que la Serbie suivait déjà depuis longtemps»; il omettait pourtant de dire que son roi s'était engagé si loin dans cette voie de la perte qu'il n'avait plus honte de négocier avec les diplomates de Vienne son propre trône et les droits dynastiques, en échange d'une rente viagère et de l'avènement au trône de la Serbie d'un prince de Habsbourg.⁷⁹

Aussi le thème favori des dialogues entre D. Stourdza et Lj. Kaljević a-t-il été, dès le mois de septembre 1883, la visite du

⁷³ Arh. MAE, *loc. cit.*; N. Ciachir, *România în sud — estul Europei 1848—1886* (La Roumanie dans le sud-est européen...), Bucarest 1968, 194.

⁷⁴ N. Iorga, *Histoire des Etats balkaniques jusqu'à 1924*, Paris 1925, 402.

⁷⁵ Arhiv Srbije, MID—PO, 1880, P/5—III, no. 470. Télégramme, M. A. Petronijević, Bucarest, le 6/18 septembre 1880.

⁷⁶ *Ibidem*, nr. 497. Rapport diplomatique, M. A. Petronijević, Bucarest, le 8/20 octobre 1880.

⁷⁷ *Ibidem*, 1884, K/13, no. 417. Rapport dipl., Lj. Kaljević, Bucarest, le 17/29 juin 1884; voir aussi les notes 45 et 46.

⁷⁸ Arhiv Srbije, MID—PO, 1884, K/13, no. 417. Rapport..., le 17/29 juin 1884.

⁷⁹ *Ibidem*; *Ist. srpskog naroda*, VI/1, 77.

roi Charles à Belgrade, définitivement décidée en principe et dont la date devait être fixée par le chef de l'État.

Le différend serbo — bulgare battant son plein, les deux interlocuteurs sont vite tombés d'accord. Le ministre germanophile D. Stourdza a identifié sans difficulté derrière les actes hostiles de la Bulgarie — tant à l'égard de la Serbie sur le Timok qu'à l'égard de la Roumanie concernant la délimitation de la Dobroudja — la même «main invisible». Kaljević a remarqué à son tour qu'il était regrettable que ces deux pays parfaitement renseignés sur les faits ne se fussent pas efforcés de serrer leurs relations «pour être capables, en unissant leurs forces, de faire face aux complots dirigés contre eux». Le chef de la diplomatie roumaine qui paraissait guetter ses mots, a assuré immédiatement son interlocuteur serbe que, le jour même, il allait présenter au roi des propositions concernant le programme de sa visite à Belgrade.⁸⁰

Un accueil cordial chez le roi s'ensuivit, où le ministre de la Serbie mit en évidence la vive joie dont on attendait la visite annoncée. Le roi Charles s'est fait un devoir d'exprimer son regret de n'avoir pas pu honorer jusqu'à présent son ancienne intention de se rendre en Serbie: il exprima également son espoir que les relations entre les deux maisons »seraient à la hauteur des intérêts des deux États». ⁸¹ Quelques jours après on allait recevoir de Belgrade le communiqué officiel roumain annonçant que la visite du roi Charles aurait lieu en août 1884.⁸² Le télégramme chiffré adressé au ministre de la Roumanie en Serbie faisait connaître la composition de la haute délégation roumaine qui allait accompagner le roi; il s'agissait du ministre de la guerre, le général St. Fălcoianu, des aide-de-camp du roi, le lieutenant-colonel Alex. Robescu et le commandant I. Șomanescu, des officiers le colonel Em. Botcanu, le commandant G. Surescu et le capitaine Gr. Cărbunescu du 6-e Régiment d'Infanterie, propriété du souverain de la Serbie; il y avait encore le lieutenant-colonel Gr. Manu, commandant du 12-e Régiment de Cavalerie et Alex. Beldiman, chef de la Direction politique au Ministère des Affaires Étrangères.⁸³

Le fait que cet événement était considéré comme ayant une signification particulière pour la vie politique de la Serbie est prouvé par la circulaire adressée à ses représentants accrédités à Vienne, Berlin, St. Pétersbourg, Paris, Athènes et Constantinople, par laquelle on faisait connaître à l'Europe la prochaine rencontre des souverains de la Roumanie et de la Serbie.⁸⁴

⁸⁰ Voir la note 78.

⁸¹ *Ibidem*, nr. 424. Rapport..., le 23 juin/5 juillet 1884.

⁸² *Ibidem*, nr. 428. Télégramme, le 28 juin/10 juillet 1884.

⁸³ Arh. MAE, Vol. 282 — Serbie, f. 235. Télégramme chiffrée, Bucarest, le 18/30 août 1884.

⁸⁴ Arhiv Srbije, ..., no. 429. Circulaire, le 29 juin/11 juillet 1884.

Le roi Charles partit en voyage sur le Danube, le bâtiment royal «Etienne le Grand» étant accompagné par la canonnière «Grivitza» et le bateau d'escorte »Alexandre le Bon». ⁸⁵ Le vendredi 17/29 août, dans la matinée, la flottille royale arrivait dans le port de Turnu Severin où on lui réservait un accueil enthousiaste, au son des cloches et des coups de canons auxquels répondirent les canons de Kladovo, en Serbie. Elle entra dans les eaux autrichiennes-hongroises vers midi, à Virciorova, saluée par les canons d'Ada-Kaleh. La délégation roumaine accosta à Baziaș où elle eut des entretiens jusqu'au soir; elle se dirigea ensuite vers Smederevo où elle passa la nuit. Le samedi matin, les embarcations, saluées par les coups de canons, continuèrent leur route vers Belgrade, dans le décor de fête des villages situés sur les rives du fleuve. ⁸⁶ On arriva dans la capitale vers 11 heures. Les batteries de la forteresse saluèrent la mission royale de la Roumanie et la canonnière «Grivitza» leur répondit.

Le roi Charles fut reçu au débarcadère par le roi Milan, en uniforme d'officier roumain, par les ministres et les hauts dignitaires civils et militaires. Dans le port et sur le trajet il y avait beaucoup de monde, les rues étaient ornées de fleurs et de drapeaux roumains et serbes; l'accueil eut lieu par un beau temps, «éclatant et imposant». ⁸⁷

A la réception de gala à l'honneur de l'hôte roumain, Milan a mis en relief la joie du peuple serbe et de la dynastie d'accueillir le roi de la Roumanie. Son discours témoignait de la décision de serrer les relations d'amitié entre les deux pays qui, sans avoir des motifs de rivalité, avaient par contre maints intérêts communs. L'effort de suivre «la voie progressiste tracée déjà par les grandes nations» (= la politique favorable à l'Autriche), aussi bien que la tradition imposaient «qu'on fût toujours de bons voisins et de fidèles amis» — c'est ainsi qu'on pourrait résumer le message du discours. ⁸⁸

Charles a remarqué, à son tour, que cette rencontre pouvait contribuer à reserrer les relations traditionnelles d'amitié et à rétablir la cordialité entre la Serbie et la Roumanie; il a exprimé son désir le plus vif de voir renaître «l'ancienne fraternité qui n'avait jamais été troublée et qui était fondée sur une sympathie réciproque et sur des intérêts multiples». ⁸⁹

A cette même occasion le souverain de la Roumanie e été nommé propriétaire du 6-e Régiment d'Infanterie de l'armée serbe, qui est devenu du coup le Régiment Charles I. Dans son

⁸⁵ Arh. MAE, Vol. 282 — Serbie, f. 240. Télégramme, le 28 juillet/9 août 1884.

⁸⁶ *Ibidem*, f. 243. Télégramme sur la route, le 17/29 août 1884; f. 245. Télégramme, le 18/30 août 1884.

⁸⁷ *Ibidem*, f. 245.

⁸⁸ *Ibidem*, f. 253—254. Toast du roi Milan, le 18/30 août 1884.

⁸⁹ *Ibidem*, f. 254—254 verso. La réponse du roi Charles.

discours aux soldats, Milan fit valoir l'honneur qu'on leur faisait en nommant à leur tête le premier roi de la Roumanie régénérée et le glorieux commandant suprême des armées russes et roumaines dans la guerre d'indépendance, ayant fait une contribution essentielle au succès de l'«entreprise» grâce à laquelle la Serbie a acquis, elle aussi, son indépendance et son unité.⁹⁰

Charles a répondu chaleureusement à ces mots de reconnaissance, en soulignant la satisfaction de voir son nom lié à l'armée serbe qui s'était sacrifiée en combattant à côté de l'armée roumaine «pour l'indépendance de nos pays». Le rappel de la guerre victorieuse avait déjà établi une «liaison étroite» entre les deux armées et le geste des hôtes serbes a donné «une nouvelle et précieuse consécration» à cette «fraternité».⁹¹

Accompagnés jusqu'au débarcadère par le roi Milan, les hôtes roumains ont quitté Belgrade le 19/31 août, au soir, dans les acclamations enthousiastes de la foule et l'éclat des feux d'artifice.⁹²

Après l'évaluation «au froid» des impressions de la visite, les conclusions présentées dans le «Moniteur Officiel» témoignaient pourtant d'une concorde parfaite dans l'effort de perpétuer la réciprocité traditionnellement intime. Le voyage à Belgrade a été réalisé à l'initiative personnelle du souverain et a relevé combien étroites étaient les relations entre les deux peuples. La Roumanie, aussi bien que la Serbie, ont acquis leur indépendance grâce au patriotisme national militant et au dévouement de l'armée, poussé au sacrifice. Les deux pays «n'ont aucun point de divergence qui les tienne loin l'un de l'autre».⁹³ En conclusion, cette visite au plus haut niveau en Serbie a représenté une contribution effective au renforcement d'une amitié bien ancienne, à conséquences positives, bienfaisantes pour les deux pays.

Au mois d'avril 1885, un changement se produit à l'agence de la Roumanie à Belgrade: M. Mitilieu est remplacé par Émile Ghyka, ancien gérant de la Légation roumaine de Paris.

Le nouveau ministre plénipotentiaire de la Roumanie a présenté ses lettres de créance le 2/15 mai 1885. Il a renouvelé, en l'occurrence, les assurances de son roi concernant les sentiments d'«amitié inaltérable» et les relations durables fondés sur l'unité de religion et la multiplicité des intérêts communs roumano — serbes. Par la voix de son messenger, Charles faisait connaître «le devoir et le besoin» des deux pays voisins de s'entraider et de se soutenir l'un l'autre dans toute circonstance: la Roumanie

⁹⁰ *Ibidem*, f. 260. Le discours du roi Milan, le 18/30 août 1884.

⁹¹ *Cuvîntările regelui Carol I (1866—1914)* (Les discours du roi Charles...), Edition Constantin C. Giurescu, Bucarest, 1939, 413—414.

⁹² Arh. MAE, ..., f. 355. Télégramme, M. Mitilieu à son ministre D. Stourdza, Belgrade, le 19/31 août 1884.

⁹³ «Monitorul Oficial al României», nr. 112, le 23 août/4 septembre 1884.

et la Serbie sont vouées à parcourir, «en se tenant par la main», la voie du développement présent et futur.⁹⁴

Milan, qui affichait dans de pareilles circonstances un attachement conséquent aux insignes roumains (fait explicable sans doute, partiellement, par le sentiment de ses origines) est paru dans l'uniforme de colonel de son Régiment roumain, portant les insignes de «L'Etoile de la Roumanie», de la «Vertu Militaire» et autres ordres roumains. L'oeil sensible d'Emile Ghyka décela dans la personne du roi un homme du monde, doué du don de l'éloquence et se situant certainement sur la même «longueur d'onde» lorsqu'il était question de mettre en évidence les intérêts identiques et la nécessité du consensus dans toutes les circonstances.⁹⁵

Cependant les références ci-dessus ne sont pas confirmées sur le plan économique: les tarifs douaniers roumains, en vigueur depuis le 1^{er} juin 1885, marquent une augmentation de la taxe pour les articles d'importation en provenance des pays qui n'avaient pas d'accord commercial avec la Roumanie de 30—40%; le vin — article principal de l'exportation serbe — en est affecté.⁹⁶

Après l'apaisement de l'incident du Timok, le point le plus chaud des relations interbalkaniques se situe sur la frontière sud de la Dobroudja roumaine. Sans nulle justification, les autorités bulgares ont essayé, au début du mois d'août 1885 — selon la source d'information serbe de Bucarest —⁹⁷ d'installer dans la zone Arab-Tabia située sur le territoire roumain, un piquet de frontière et un poste de douane. Le gouvernement roumain en a averti Sofia, en sollicitant des mesures aptes de rétablir la bonne entente. Cependant, la Bulgarie s'empare d'une nouvelle partie du territoire roumain, entre Ostrov et Silistra, dans le proche voisinage du piquet roumain le plus exposé. Les protestations roumaines ont été vaines, jusqu'au moment où le Ministère des Affaires Etrangères menaçait de procéder par force afin de repousser l'agression: on exigeait l'abandon par les Bulgares, dans un délai de 48 heures, du territoire qu'ils avaient annexé, de même que la démolition des deux objets qu'ils avaient dressés (le piquet et la douane).

L'agence bulgare de Bucarest reçut enfin des instructions exigeant la solution pacifique du conflit. Le gouvernement roumain manifesta son accord à une telle procédure, en renouvelant toutefois la demande impérative que les Bulgares quittent immédiatement le territoire roumain occupé. Les Bulgares continuent à tergiverser, en déplaçant la discussion sur des généralités: la nécessité d'un accord durable sur la délimitation de la Dobroudja.

⁹⁴ Arh. MAE, Vol. 283 — Serbie, f. 22.

⁹⁵ *Ibidem*, f. 23.

⁹⁶ Arhiv Srbije, MID—PO, 1885, P/1, no. 313.

⁹⁷ *Ibidem*, I/12, no. 362, Rapport dipl., Lj. Kaljević, Bucarest, le 26 août/7 septembre 1885.

Le gouvernement roumain, considérant qu'il s'agissait d'un prétexte afin de remettre la solution du problème, a renouvelé sa demande, en tant que condition préalable de la poursuite du dialogue sur le thème de la délimitation.

Faute de réponse, le 22 août/3 septembre la subdivision de frontière de la zone a reçu l'ordre de reprendre Arab-Tabia, ce qui eut lieu «presque sans opposition». En occupant la position respective, les soldats roumains tombèrent derrière les soldats bulgares d'Ostrov qui abandonnèrent en hâte le territoire occupé.

Les faits ci-dessus se sont passés durant l'absence du prince Battemberg qui se trouvait en visite à Vienne. A. Beldiman, secrétaire général au Ministère des Affaires Etrangères s'est vu attribuer la tâche délicate de convaincre le prince, à force de preuves concrètes, de la procédure déloyale du gouvernement de Sofia lors du différend d'Ostrov — et de soutenir le désir d'une solution du conflit par l'entente entre les deux gouvernements; Bucarest attendait la réponse bulgare dont dépendait, en grande mesure, l'évolution des relations à l'avenir.

Quant à l'évaluation des options de politique extérieure de la Bulgarie, on doit remarquer un fait hautement significatif: la propagation, par Sofia, de l'idée que les conditions étaient favorables à la réconciliation avec la Serbie et au rétablissement des relations diplomatiques (par l'affaiblissement du courant rusophile);⁹⁸ cela a d'ailleurs constitué l'objet de l'avance esquissée à Bucarest par l'agent bulgare Nacev auprès du ministre de la Serbie, Lj. Kaljević.

Un autre problème ayant absorbé à l'époque dans une large mesure l'intérêt du public a été la récrudescence du mouvement national des Roumains de Transylvanie et du Banat (l'ainsi-nommée «irrédente» roumaine). On diffusait des proclamations imprimées à Bucarest, qu'on qualifiait d'incitations à l'extermination de la nation hongroise et à l'accomplissement, «l'arme à la main, de l'union avec leurs frères libres de Roumanie».⁹⁹ Il s'agissait, en fait, d'une réponse à l'activité de la société nationaliste hongroise EMKE, condamnant les persécutions dirigées contre les Roumains et les encourageant à la lutte armée pour l'Union.¹⁰⁰ Le gouvernement libéral sera confronté à une démarche énergique de la part de l'Autriche-Hongrie, exigeant la surveillance plus sévère des Transylvains siégeant en Roumanie et l'identification des auteurs de la proclamation «incendiaire». Les cercles gouvernementaux autour de I. C. Brătianu s'efforçaient de faire passer les radicaux de l'opposition pour les vrais coupables, les Rou-

⁹⁸ *Ibidem*, no. 579. Rapport..., le 5/17 septembre 1885.

⁹⁹ *Ibidem*, nos. 362 et 579.

¹⁰⁰ Voir V. Netea, *Spre unitatea statală a popurului român. Legături politice și culturale între anii 1859—1918*, (Vers l'unité d'Etat du peuple roumain. Relations politiques et culturelles entre les années...), Bucarest 1979, 192—197; Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, 144—148.

maines transylvains n'étant en l'occurrence que l'instrument du complot antigouvernemental.¹⁰¹ Par conséquent, on a retiré l'hospitalité aux Transylvains inculpés, en les obligeant de quitter le pays. Parmi eux il y avait Alex. Ciurcu, éditeur du journal «L'Indépendance Roumaine», accusé d'avoir imprimé et diffusé au-delà des frontières le manifeste en discussion. C'était là le prix que le gouvernement a dû payer à l'orientation extérieure favorable à l'Autriche-Hongrie. Le geste d'opportunité du gouvernement a pourtant déclenché une vague explosive de mécontentement à l'intérieur, surtout parmi les étudiants et la jeunesse, en provoquant des manifestations de solidarité, dans les rues et à la gare, avec les militants Transylvains.¹⁰²

La Roumanie et le conflit serbo-bulgare

Tandis qu'à Bucarest Nacev entretenait Kaljević au sujet du rétablissement des relations diplomatiques entre la Bulgarie et la Serbie, des sources autrichiennes-hongroises informaient sur le déplacement d'un convoi d'armes et de munitions de Sofia à Vidin, en vue d'une nouvelle rébellion des réfugiés radicaux serbes.¹⁰³ Dans cet état de tension croissante, les absences prolongées du pays du roi Milan provoquaient des commentaires négatifs — à savoir que, lors de ses séjours en Autriche et en Allemagne, il était préoccupé plutôt par les parties de chasse (et autres divertissements pareils) que par la cure d'eau.¹⁰⁴

Après plus de deux mois d'agrément occidental, son retour a été précipité par la nouvelle inattendue de l'union de la Roumélie à la Bulgarie (le 6/18 septembre 1885).¹⁰⁵ L'événement a été marqué par des manifestations nationales enthousiastes, le peuple bulgare voyant en la personne d'Alexandre Battemberg le futur roi du pays unifié.¹⁰⁶

Après avoir été indifférent aux événements des derniers temps, Milan mettait à présent beaucoup de zèle à punir son voisin (encore vassal ottoman!) pour son courage d'avoir ignoré les accords de Berlin.

Avant de se rendre auprès de son roi, le président du Conseil, M. Garašanin est allé à la Légation de la Roumanie pour une con-

¹⁰¹ Voir la note 98.

¹⁰² *Ibidem*.

¹⁰³ Arh. MAE, Vol. 283 — Serbie, f. 42 verso. Rapport dipl., Belgrade, le 4/16 septembre 1885.

¹⁰⁴ *Ibidem*, f. 45.

¹⁰⁵ Arhiv Srbije, Beograd, MID—PO, 1885, Varia, nr. 581. Télégramme chiffré intercepté, E. Ghyka à I. Cimpineanu, Belgrade, le 9/21 septembre 1885.

¹⁰⁶ *Poporul român și lupta de eliberare a popoarelor din Balcani* (Le peuple roumain et la lutte de libération des peuples des Balkans), Bucarest 1986, no. 195, 514—516. Le document est faussement inventorié: au lieu de février il faut corriger le 9/21 septembre 1885.

sultation sur les événements de Bulgarie. Il était profondément préoccupé par l'attitude de la Roumanie et nourrissait l'espoir d'une action commune. Le ministre de la Roumanie a exprimé son intérêt pour la voie préconisée par la Serbie, plus impliquée dans l'affaire. Le chef du cabinet serbe n'a pas caché qu'on penchait «pour une action énergique et immédiate». Celle-ci devait évoluer d'une protestation ferme contre la violation du Traité de Berlin dans la perspective d'une Grande Bulgarie (menaçant les intérêts de la Serbie) jusqu'à l'intervention militaire, si besoin y était. Pour éviter de dépasser les prérogatives, le diplomate roumain a invité le dignitaire serbe à exprimer par écrit les propositions de son gouvernement adressées au gouvernement roumain; en invoquant la violation du traité de paix et la création par conséquent d'un nouvel état de choses dans les Balkans, on suggérait à la Roumanie la possibilité d'un accord, en vue de promouvoir «les intérêts communs et particuliers des deux pays».¹⁰⁷ Le lendemain déjà, on annonçait l'entrée en vigueur des décrets suivants: de mobilisation partielle, de convocation de la Skupština à Niš, en session extraordinaire, et de suppression des libertés publiques.¹⁰⁸

Le même jour il y a eu l'entrevue chez le roi Milan; le souverain y a communiqué d'emblée au ministre roumain que la démarche du président du Conseil s'était réalisée suivant ses ordres; personnellement, il avait procédé de même à Vienne, devant P. Mavrogheni (successeur de P. P. Carp). Milan comptait aussi sur l'appui du roi de Grèce avec qui il s'était entretenu à la réunion de Vienne. Son obsession était restée la même: la Grande Bulgarie représentait un danger aussi bien pour la Roumanie que pour la Grèce et la Serbie. En tant qu'élément nouveau il y avait la demande de compensations pour le bouleversement supposé de l'équilibre balkanique. Le roi soutenait avec emphase qu'il ne pouvait pas admettre le rétablissement du traité de San Stefano et menaçait de la prise de Sofia par l'armée serbe, voire par l'entrée dans la Macédoine occupée par les Turcs. En exagérant volontairement les nouvelles de Bucarest, fournies par Kaljević, concernant «un corps d'armée roumaine supposé être envoyé en Dobroudja», Milan prévoyait son utilité immédiate, en recommandant que la Roumanie occupât sans tarder Silistra et la communication Roustchouk — Varna, sans craindre une intervention de la part de la Russie (mécontente, elle aussi, de la réalisation de l'unité du peuple bulgare par sa propre initiative). Mais E. Ghyka a continué de garder la même attitude réservée, en craignant que la Roumanie ne devienne le théâtre d'un conflit russo — habsbourgeois.¹⁰⁹

¹⁰⁷ Voir la note 105.

¹⁰⁸ *Ibidem*, no. 586. Télégramme, Belgrade, le 10/22 septembre 1885.

¹⁰⁹ *Ibidem*, no. 587. Télégramme chiffrée, E. Ghyka à I. Cîmpineanu, Belgrade, le 10/22 septembre 1885.

Le lendemain, la Légation roumaine était informée du départ du général G. Catargi en mission spéciale à Bucarest. Le général, messenger personnel du roi Milan, devait rencontrer le premier ministre I. C. Brătianu et le titulaire des Affaires Etrangères I. Cimpineanu. En Serbie, le roi et le chef du gouvernement espéraient que «vu la situation actuelle, il était nécessaire, plus que jamais, d'affirmer la solidarité des intérêts communs de la Roumanie et de la Serbie». L'union de la Bulgarie aurait détruit l'équilibre balkanique et l'impuissance bien prouvée de la Turquie imposait la nécessité d'une démarche commune des Serbes et des Roumains dans la perspective d'une éventuelle conférence balkanique. Mieux encore, le général Catargi était autorisé «à proposer plus qu'une simple action diplomatique commune», en vue d'obtenir des compensations au détriment des Bulgares. Ghyka, étourdi par tant de «zèle royal» a osé questionner Milan sur les vues du ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie Kálnoky, concernant ses intentions; on savait, de source diplomatique, que l'Alliance des trois empereurs avait convenu sur le maintien de la paix dans les Balkans — et on s'attendait à ce que le compte Kálnoky arrêtât l'élan guerrier de son protégé. Mais celui-ci a évité de se prononcer d'une manière ferme, et le ministre de la Monarchie double à Belgrade était même censé encourager le roi à suivre la voie qu'il avait empruntée.¹¹⁰

Quoique la Roumanie ait affirmé dès le début une position réservée à l'égard des avances à une action commune, la mission du général Catargi à Bucarest n'est pas passée inaperçue. La Serbie voulait que Bucarest fût informé sur les détails des préparatifs dans la question bulgare, parce que la haute cordialité réciproque des derniers temps justifiait le projet d'une démarche commune. Cette pensée a préoccupé de près le gouvernement Brătianu, ce dont témoignent les informations existantes.¹¹¹ Le ministre de la Serbie Lj. Kaljević (quoique mis à l'écart lors des négociations menées par la mission confidentielle Catargi) signalait une agitation beaucoup plus grande au cabinet après le retour du premier ministre de son voyage à Vienne et à Berlin. En dehors des disputes de Vienne sur des thèmes économiques (l'ancien traité de 1875 avait expiré) Brătianu avait longuement discuté avec Bismark sur des thèmes balkaniques. Ces consultations ont mené finalement à la persévérance sur la voie de la non-intervention.

Qu'on eût essayé de penser autrement aussi, la «fureur» affichée de Bismark pour sauvegarder à tout prix la paix dans les Balkans en témoigne. Le chancelier assurait le premier ministre roumain que les événements des Balkans avaient eu lieu à

¹¹⁰ *Ibidem*, no. 588, Belgrade, le 11/23 septembre 1885.

¹¹¹ Arhiv Srbije..., 1885, I/12, no. 448. Rapport, Lj. Kaljević, Bucarest, le 29 septembre/11 octobre 1885; N. Ciachir, *op. cit.*, 208.

l'insu de la Russie et avaient constitué une mauvaise surprise pour le tsar; ils n'étaient plus censés troubler l'équilibre oriental, ce qui décida définitivement de l'option roumaine.

Mais en Serbie le roi et le gouvernement «progressiste» de Garašanin étaient sourds à cet argument suprême. C'est en vain que le ministre de la Turquie — à la Skupština de Niš, à la veille de la guerre — avertisait que toute agression contre la Bulgarie (pays faisant encore partie de l'Empire Ottoman) allait être considérée comme une déclaration de guerre à la Turquie; ni l'accord avec la Grèce, purement formel, sans aucune chance d'établir la coopération militaire, ne pouvait convaincre Milan de renoncer à ses plans de vengeance. L'Autriche-Hongrie elle-même, qui l'avait soutenu, essaya finalement de lui faire accepter une position modérée, en attendant les décisions d'une conférence balkanique de médiation.¹¹²

Le 24 octobre/5 novembre 1885 s'est ouverte à Constantinople la Conférence des ambassadeurs sur la question de l'union de la Bulgarie et de la Roumélie. La Roumanie n'a pas répondu favorablement aux demandes intransigeantes de la Serbie (le souvenir de l'union réalisée par Cuza, par la violation des traités et conformément à la volonté nationale roumaine, était bien vivant encore) et a tenté de formuler ses propres revendications; la partie roumaine a fait des démarches au sens de l'élargissement de l'ordre du jour de la conférence, en exigeant également la démolition des fortifications bulgares sur le Danube, notamment celle de Vidin. Mais sans aucun résultat.¹¹³

Puisque la conférence ne proposait pas de sanctions, le roi de la Serbie prit brusquement une décision et le 2/14 novembre 1885 déclara la guerre à la Bulgarie. Cette guerre du roi et de son entourage, dépourvue de fondement, impopulaire, ne pouvait avoir qu'une seule fin: le 4/16 novembre, l'avancement anémique de l'infanterie serbe a été arrêté devant Sofia, à Slivnitsa; une forte contre-offensive bulgare s'ensuivit, appuyée par les milices rouméliotes, ce qui a change l'entreprise serbe en une défaite honteuse. Les hostilités ont été transférées en Serbie et après des luttes acharnées, les Bulgares s'emparèrent de Pirot. Le 16/28 novembre a eu lieu l'intervention décisive de l'Autriche-Hongrie qui, menaçant d'accorder son aide militaire à la Serbie, parvint à «arracher» aux Bulgares l'armistice.¹¹⁴

La Roumanie, adoptant une position de non-intervention face aux États en conflit, a gagné l'estime des deux combattants; des ambulances de la Croix Rouge roumaine ont été installées

¹¹² *Ibidem*, Varia, no. 605. Rapport chiffré, Belgrade, le 1/13 octobre 1885.

¹¹³ N. Ciachir, *op. cit.*, 208—209.

¹¹⁴ *Istorija srpskog naroda*, VI/1, 80—83; V. J. Vučković, *Diplomatska istorija srpsko-bugarskog rata (1885—1886)* (L'Histoire diplomatique de la guerre serbo-bulgare...), Belgrade 1956, 48—55; N. Ciachir, *op. cit.*, 209—216.

des deux côtés et ont aidé, selon les possibilités, à alléger les souffrances. La confiance acquise, de même que la compréhension objective, par Bucarest, des problèmes balkaniques seront les prémices de l'option de Bismarck en faveur de la capitale de la Roumanie comme lieu où allaient se dérouler les négociations de paix.

ИЗМЕНУ ИНТЕРЕСНИХ СФЕРА И НАЦИОНАЛНИХ СТРЕМЉЕЊА. РУМУНИЈА И СРБИЈА ПРЕД КРАЈ XIX ВЕКА (1878—1885)

Резиме

Послератно стабиловање прилика

Упркос тешких одрицања (уступање плодне јужне Басарабије Румунији, у замену за полупустињу Добруџу — односно српске идеје у Босни) независне државе Румунија и Србија ипак налазе сходно расположење за међусобна честитања и одликовања.

Румунија, која се раније прилагодила уставном поретку западног типа, чини и сада одлучније кораке у виду прилагођавања титула сопствених посланика у иностранству условима државне независности; предвиђено је да Румунију споља представљају опуномоћени министри (у европским метрополама), министри резиденти (случај и за Београд) и отправници послова. После извесног устезања Србије да призна независност Румуније (услед несрећених финансијских прилика ове са Немачком — што је проузроковало спољни притисак свемоћног Бизмарка), узајамност титула министара резидената успостављена је средином 1879 године.

И Румунија и Србија су настојале да обезбеде стечену независност уз подршку Аустро-Угарске и Немачке. Ако је — случај Србије — то и довело до губљења независности спољно-политичког деловања (пристајањем Милана Обреновића на услове Тајне конвенције, наметнуте у Бечу, јуна 1881.), Румунија успева да одржи наклоност Аустро-Угарске уз мање одрицања и очувања веће слободе сопственог опредељења.

„Цена“ краљевства

Средивши спољне тегобе (исплатом огромне одштете немачким фирмама за национализацију румунске жељезнице) либерална влада И. К. Братијануа је одлучније иступила на плану спољне политике, у виду остварења значајног државног чина: проглашења краљевства. Турнеја румунског премијера у Берлин и Беч (пролеће 1880.) успешно је окончана: уз незнатне уступке Аустро-Угарској (контрола дунавске пловидбе) удовољено је румунском Хоенполерну, Каролу.

До самог чина проглашења краљевине у Букурешту (14./26. марта 1881.) префињена румунска дипломатија успела је да одржи српско посланство у Букурешту у заблуди. Иако је министар-резидент Милан А. Петронијевић помно пратио збивања (у намери да и Србија истоветно поступи), Братијану је успео да га завара: у Београд су упућивани извештаји о дипломатском неуспеху Румуније да споља извојуге краљевину и о незаинтересованости за даљи рад по том питању.

Оставком Јована Ристића Србија је изгубила виаовиту, луцидану, уравнотежену политичку личност — и дубоко, бесперспективно, запловила у аустријске воде.

И у посланству у Букурешту на место Петронијевића јавља се Љ. Каљевић, одан новим, „напредњачким“, виђењима.

Интензивнији контакти јављају се током 1882 године, око установљавања Краљевине Србије (широком подршком Аустро-Угарске). Каљевић и М. Миталинеу постају (сходно новим приликама и већ опробаном узајамношћу) опуномоћени министри у Букурешту — односно Београду.

Извесно захлађење међусобних односа следи у првом полутобу 1883: Србија је, усвојивши став Беча, омела настојање Румуније (на Лондонској конференцији у питању Дунава) да елиминира аустро-угарску контролу пловидбе доњим током ове важне европске речне саобраћајнице.

Румунско-српска срдачност под окриљем Беча

У јесен 1883. године Румунија приступа немачко-аустро-угарском савезу; за Румунију, уговор је био дефанзивног карактера, предвиђајући обавезу пружања помоћи само за случај непроузрокованог напада споља.

За приступ Савезу централних сила, Румунији је Аустро-Угарска учинила значајне уступке: не предвиђа се уговором (као у случају предмета са Србијом) обавеза сарадње владе у Букурешту за сузбијање иредентистичких врења Румуна из Ердеља. Аустро-Угарска, у знак „пријатељства“, уступа, такође Румунији, своје право контроле пловидбе на доњем Дунаву.

Пошто се вратио са дужег одмора, министар Србије у Букурешту Љ. Каљевић је у то време био примљен код краља Карола. Након пријема и вођеног разговора, српски дипломата је закључно да се очито наслућује нови курс у спољној политици Румуније, која поново истиче потребу обнављања традиционалне међусобне срдачности.

Изузетно сугестивна запажања о стању прилика у Србији сјесени 1883, прво оличење стања „тишине која наговештава буру“, оставио нам је П. П. Карп, конзервативни, прогермански оријентисан првак, тада министар Румуније у Бечу.

Србија се налази пред огромним задатком, који је Румунија уз доста муке превазишла, објективно резонује Карп; то су потребе преустројења модерне државе: војске, жељезнице, администрације, школства. Све се то преводи — зналачки примећује Карп — у анџитете, анџитети у порезе, а порези у расуло или прогрес. Све зависи да ли је држава у стању да подноси неопходне жртве, много пута и преурањено. Србија је сиромашна земља, у којој је сељаштво (т.ј. скоро целокупно становништво) склоно противљењу било каквом новом фискаалном терету. Румунски првак сумња да је Милан најпогоднија личност за савладавање крајње сложеног стања. Налази чак да су Милан и владар Куза (из последње фазе, пред абдикацију) слични, да Милан у лошем чак имитира бившег румунског владара, „испољавајући ентузијазам према идејама, равнодушност у погледу средстава и цинизам према људима“.

Даље, износимо извештаје Румунског посланства о Тимочкој буни (октобра—новембра 1883.), о утицају радикала па и Бугара на тимочка збивања; о сарадњи румунских власти са званичном Србијом: кроз строги полицијски надзор на граници и осматрање кретања избеглица који су пронашли уточиште у Букурешту или Турн-Северину.

Румунско-српско зближавање у односу на Бугарску

Извештаји Румунског посланства у Београду опширно говоре о затегнутости српско-бугарских односа. Помињу се два најосновнија разлога: први, учестали препади српских избеглица из Бугарске, а други — сукоб око границе на Тимоку. Услед клизишта терена, у пролеће

1884. године, ова је река променила ток ка западу, а Бугари су присвојили место бивше српске карауле, што је проузроковало општар дипломатски спор.

У међувремену је остварена и дуго очекивана посета краља Карола Београду (августа месеца 1884. године); резултат је ново зближење Румуније и Србије — под знаком Аустрије и у духу већ опробане традиције.

Месеца августа 1885. избија погранични сукоб у јужној Добруци, око Сианстрије. Како се из Букурешта извештава, код места Араб Табија, на румунској територији, бугарске власти су покушале да успоставе своју пограничну караулу и царинарницу. Након тога, присвојено је ново земљиште, између насеља Острова и Сианстрије. Румунским протестима није удовољено, па је тада ступила у дејство погранична јединица, која је вратила Араб Табију, „скоро без отпора“.

Румунија и српско-бугарски сукоб

У јесен 1885. године Румунско посланство у Београду постаје необично привлачно у очима политичких чинилаца Србије.

Услед погоршавања српско-бугарских односа и нових, по Србију забрањивајућих, збивања (уједињење Кнежевине Бугарске и Румелије), краљ Милан и председник владе Србије Милутин Гарашанин постају живо заинтересовани за евентуално привољавање Румуније на противбугарску акцију. Гарашанин лично долази у Румунско посланство, а на тему противбугарског заједништва опширно разговарају краљ Милан и министар Емил Ђика.

Истовремено, Букурешту је упућено више детаљних извештаја о српско-бугарским приликама и погледима великих сила на предмет Милановог огорчења.

У Букурешт путује и лични изасланик српског краља ген. Борбе Катарџија, на преговоре са премијером И. К. Братијануом и шефом дипломатије Ј. Кампинеануом. Српски генерал је имао пуномоћство да учини конкретне предлоге за војну кооперацију, ради спречавања „рушења балканске равнотеже“.

Истовремено, из Букурешта Љубомир Каљевић јавља о интензивној активности румунског кабинета; И. К. Братијану није хтео ништа да препусти случају те је благовремено потражио савет од Беча и Берлина. Уочивши одлучно противљење (канцелара Бизмарка) разјашњењу балканских прилика путем оружја, Румунија одустаје од намере активног ангажовања: Бизмарк је уверио Братијануа да уједињење Бугарске није руско дело, што је одлучујуће деловало на расположење Букурешта, да остане само пасивни посматрач бурног расплета балканских догађаја.

